

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le Pen-Pécresse, l'enjeu de la deuxième place

Selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde », les candidates du RN et de LR sont au coude-à-coude face à Macron

Un président sortant installé en tête des intentions de vote; une gauche qui n'en finit pas de s'éparpiller et un tassement de la candidature du parti Les Républicains (LR), Valérie Pécresse, qui fait désormais jeu égal avec Marine Le Pen, candidate d'extrême droite... A moins de trois mois de l'élection présidentielle, la quatrième vague de l'enquête électorale, réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*, montre que le match pour la deuxième place est plus serré que jamais.

Cette étude a été réalisée du 14 au 17 janvier, une période politiquement riche. L'officialisation de la candidature de Christiane Taubira a eu lieu le samedi 15 janvier, l'article de *Mediapart* révélant que le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, était encore en vacances à Ibiza quand il a finalisé le protocole sanitaire de la rentrée de janvier, a été publié le 17 janvier. Le meeting « immersif » de Jean-Luc Mélenchon à Nantes s'est tenu le 16 janvier. Enfin, la polémique sur la sortie d'Eric Zemmour à propos de l'accueil des enfants handicapés a, elle, éclaté le 14 janvier. La force de notre panel est son amplitude, puisque l'échantillon utilisé est de 12542 personnes. Les intentions de vote sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 7910 personnes. Résultat : les marges d'erreur sont très faibles, comprises en 0,2 et 1 point.

L'un des principaux changements par rapport à la précédente vague de décembre 2021 est le retour de Marine Le Pen comme possible finaliste. Depuis la rentrée, la députée du Pas-de-Calais avait dû affronter l'émergence de la candidature d'Eric Zemmour. Puis la désignation de Valérie Pécresse, investie lors du congrès de LR. Optant pour une campagne à bas bruit, M^{me} Le Pen a choisi de faire le dos rond. En un mois, elle a réussi à rattraper son retard (elle progresse d'un point par rapport à décembre 2021) et est à égalité avec M^{me} Pé-

cresse : 15,5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point). De son côté, la candidate de LR perd 1,5 point (notamment au profit d'Emmanuel Macron). Le duel qui se dessine pour la deuxième place, et donc pour la présence au second tour, se passe entre les deux femmes.

BLOC D'EXTRÊME DROITE FORT

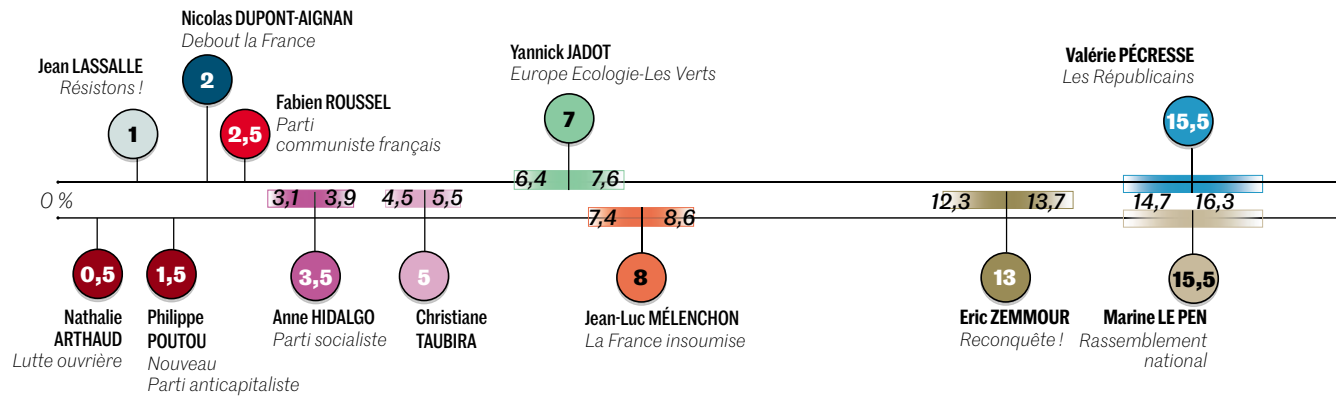
En revanche, M. Zemmour marque le pas. C'est une période compliquée pour l'ancien chroniqueur du *Figaro*. Il entend compenser sa condamnation pour provocation à la haine raciale (prononcée le 17 janvier) et ses sorties polémiques par l'affichage régulier de ralliements à sa candidature. Avec 13 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,7 point), il perd 1,5 point depuis décembre, notamment en faveur de M^{me} Le Pen. Malgré cette érosion, c'est un score qui reste haut. Cela montre que le bloc d'extrême droite est fort : entre 28,7 % et 32,3 % en tenant compte des marges d'erreur et en ajoutant les scores de Nicolas Dupont-Aignan.

Pour cette vague, deux hypothèses de second tour ont été testées. Avec 25 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 1 point), Emmanuel Macron bénéficie d'une confortable avance sur M^{mes} Pécresse et Le Pen. Il progresse d'un point en un mois, alors que, depuis le début de l'année, la politique sanitaire de l'exécutif est de plus en plus contestée par une partie de la population, et que sa phrase au *Parisien* où il affirme qu'il a « très envie d'emmerder » les non-vaccinés a suscité de vastes débats et de nombreuses réactions. Face à Valérie Pécresse, le président sortant l'emporterait avec 54 % des voix (marge d'erreur de plus ou moins 1,3 point). Face à Marine Le Pen, il gagnerait un peu plus largement : 57 % contre 43 % (marge d'erreur de plus ou moins 1,2 point). Pour rappel, en 2017, M. Macron avait réuni 66,1 % des voix contre 33,9 % pour la candidate nationaliste.

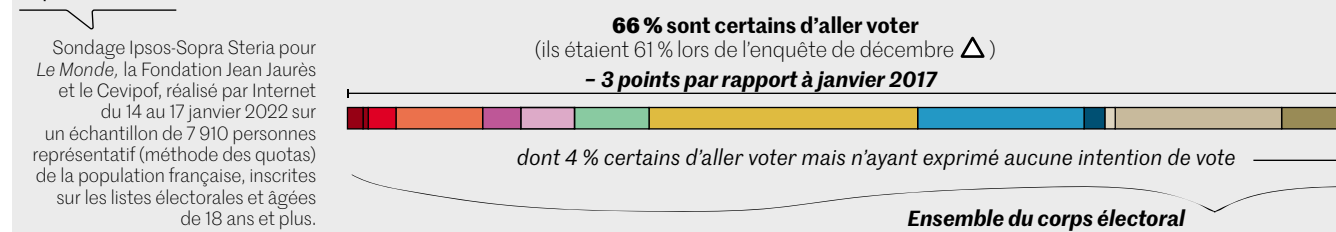
Il convient, cependant, de rester prudent. Les retournements de situation sont possibles et il ne faut pas ignorer le risque abstentionniste. Certes, la part de ceux qui se déclarent

Les intentions de vote au premier tour de la présidentielle

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?



Intention d'aller voter au premier tour (rappel de l'enquête de décembre 2021) et poids des candidats sur l'ensemble des électeurs



Votre choix est-il définitif ou peut-il encore changer ?

Selon l'intention de vote au premier tour, en %

Candidat	Il est définitif (%)	Il peut encore changer (%)
ENSEMBLE	55	45
M. LE PEN	72	28
E. MACRON	68	32
E. ZEMMOUR	63	37
J.-L. MÉLENCHON	54	46
V. PÉCRESSE	47	53
Y. JADOT	36	64
A. HIDALGO	30	70
C. TAUBIRA	27	73

CHRISTIANE TAUBIRA EST CRÉDITÉE DE 5 % DES INTENTIONS DE VOTE. ELLE NE PARVIENT PAS À CRÉER UN EFFET D'ENTRAÎNEMENT. PIRE, ELLE PREND À TOUS SES CONCURRENTS DIRECTS

Si le second tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour ?

En % des personnes certaines d'aller voter

Hypothèse	Candidat	Intention de vote (%)
Hypothèse 1	E. MACRON	54
	V. PÉCRESSE	46
Hypothèse 2	E. MACRON	57
	M. LE PEN	43

Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

En % des personnes interrogées (réponses supérieures à 15 %)

Pouvoir d'achat	44
Covid-19	35
Système de santé	29
Environnement	28
Immigration	25

rent certains d'aller voter pour le premier tour augmente de cinq points en un mois. Ceux qui se disent « presque » certains d'aller voter gagnent un point. Soit un total d'électeurs potentiels de 77 %. Mais ils étaient 82 % il y a cinq ans. Logiquement, les abstentionnistes potentiels sont plus importants qu'en janvier 2017 : 23 % contre 18 %.

Cette inconnue est aussi présente pour les hypothèses de second tour. Dans le cas d'un duel Macron-Pécresse, elle serait de 32 % (elle fut de 25 % en 2017). Ce sont notamment les électeurs de gauche qui bouderaient les urnes. A titre d'exemple, 66 % des électeurs de M. Mélenchon s'abstiendraient, tout comme 47 % de ceux ayant choisi M^{me} Taubira, 39 % des écologistes et 34 % des socialistes. Parallèlement, M^{me} Pécresse pâtirait d'une forte abstention à l'extrême droite (50 % chez les lepénistes, 51 % chez ceux ayant choisi

M. Zemmour). En termes de reports, 39 % des électeurs de M^{me} Le Pen et 40 % de ceux d'Eric Zemmour voteraient pour elle.

EXCEPTION DE L'ÉLECTORAT « INSOUIS »

En revanche, si Emmanuel Macron devait affronter une nouvelle fois Marine Le Pen, il y aurait un regain de participation (80 %). Cependant, 54 % des électeurs de M. Mélenchon n'ont pas exprimé d'intention de vote. Ils sont 36 % à faire de même chez M. Jadot et M^{me} Taubira, 29 % chez M^{me} Hidalgo. Emmanuel Macron bénéficierait malgré tout de reports importants de la part des électeurs sociaux-démocrates et écologistes : entre 56 % et 58 % choisiraient le chef de l'Etat en exercice. L'électorat « insoumis » fait figure d'exception puisque ceux qui décideraient d'aller voter se partageraient quasiment à égalité entre M. Macron (24 %) et M^{me} Le Pen

Les intentions de vote en faveur de Macron se maintiennent

Le président sortant bénéficie d'un socle stable de partisans, autour de 25 %, d'après le sondage Ipsos-Sopra Steria mené mi-janvier

A moins de quatre-vingts jours du premier tour de l'élection présidentielle, rien n'est figé, d'autant que les certitudes de vote demeurent faibles et que l'estimation de la participation, même si elle progresse, reste en deçà de celle mesurée à la même date en 2017, introduisant un facteur supplémentaire d'incertitude. Pour autant, ce qui frappe, c'est la bonne tenue des intentions de vote en faveur d'Emmanuel Macron (25 %) et la stagnation, voire l'érosion, de celles en faveur de Valérie Pécresse (15,5 %). Comment l'expliquer ?

Dans l'histoire de la V^e République, nous n'avons que deux bases de comparaison possibles d'un président sortant qui se représente pour examiner son score de janvier : l'une, Valéry Giscard d'Estaing en 1981, trop lointaine pour être utile, et l'autre, celle de Nicolas Sarkozy en 2012. Les autres cas, François Mitterrand en 1988 ou Jacques Chirac en 2002, sont inopérants en raison des périodes de

cohabitation. Autant dire que ce n'est pas le passé qui peut nous renseigner. Tout juste peut-on noter que les enquêtes de 2012, qui donnaient François Hollande vainqueur et devant Nicolas Sarkozy au premier tour, ont été confirmées. C'est donc uniquement sur la base des indicateurs actuels qu'il faut raisonner. Cinq facteurs permettent de comprendre pourquoi Emmanuel Macron domine le premier tour.

Il y a d'abord des facteurs exogènes, dont certains peuvent naturellement évoluer. Le Covid-19 rend les oppositions difficilement audibles tant l'épidémie structure le quotidien des Français, fait que les regards se tournent vers l'exécutif – le seul, par définition, en situation d'agir – et permet au gouvernement d'obtenir, même si elle a baissé, une satisfaction relative sur la gestion de la crise sanitaire (42 %, en recul de 7 points) ou un accord fort de l'opinion sur des mesures emblématiques comme le passe vaccinal : 62 % des Fran-

çais y sont favorables... et 74 % des électeurs de Valérie Pécresse. Pas facile dans ce contexte de se différencier, aucun candidat n'étant perçu comme capable de faire mieux que M. Macron.

De même, les préoccupations actuelles jouent plutôt en faveur du président sortant : certains avaient prédit une présidentielle dominée par les enjeux régaliens. Or, les quatre premières préoccupations sont le pouvoir d'achat, le Covid-19, le système de santé et l'environnement. L'immigration et la délinquance, où droite et extrême droite sont plus crédibles, ne viennent qu'ensuite.

Les convertis résistent

Mais il y a également, et c'est le plus intéressant, des facteurs strictement politiques. Pendant longtemps, la fragilité potentielle d'Emmanuel Macron a été envisagée à l'aune de l'alliage supposé hétérogène de ses soutiens : c'est aux deux bouts de l'omelette macronienne qu'il allait perdre, ou au

minimum à l'un des deux bouts. Or, ce que le panel Ipsos montre, en permettant de remonter jusqu'à 2015 et aux reconstitutions du vote de 2012, c'est que 36 % de ceux qui ont voté Hollande en 2012 et 35 % de ceux qui ont voté Sarkozy déclarent vouloir voter Macron en 2022. Ils l'avaient déjà fait en grande partie en 2017, notamment à gauche, mais même s'il y a de la perte en ligne, ces segments résistent. L'offre à gauche et à droite ne convainc donc pas ces convertis, qui pourraient ainsi en partie le rester jusqu'au 10 avril. C'est un élément-clé du résultat final.

Le quatrième facteur tient à la bonne tenue d'un socle sociologique et politique en faveur de M. Macron, face notamment à M^{me} Pécresse : le président sortant conserve 66 % de ses électeurs de 2017, là où la candidate de la droite ne fait revenir vers elle que 48 % des électeurs de François Fillon, 29 % d'entre eux lui préférant Emmanuel Macron et 16 % Eric Zemmour. Sociologiquement, il do-

mine également dans toutes les catégories d'âge et chez les retraités mais également chez les actifs, que ce soit les indépendants et les agriculteurs, les cadres, les professions intermédiaires, les employés ou les ouvriers. C'est dans le monde du travail que Valérie Pécresse peine à convaincre.

Conséquence : 59 % des Français pensent qu'Emmanuel Macron sera qualifié pour le second tour et élu, dont 95 % des sympathisants de La République en marche, quand ce n'est le cas que de 19 % des Français et de 58 % des sympathisants du parti Les Républicains pour M^{me} Pécresse. Ainsi, 43 % des électeurs de M. Macron ne se sentent proches que d'un seul candidat (28 % seulement des électeurs de M^{me} Pécresse) et 38 % de plusieurs (51 % pour la présidente de l'Ile-de-France). Un socle n'est jamais figé dans le temps mais à date, il apparaît plus solide chez le président sortant.

Enfin, le dernier facteur relève du positionnement stratégique de

ces candidats. 43 % des électeurs d'Emmanuel Macron indiquent en second choix Valérie Pécresse et 40 % des électeurs de la candidate de la droite basculeraient en faveur du chef de l'Etat. Certes, la fluidité est partout : 30 % des électeurs de M. Macron indiquent aussi en second choix un candidat de gauche et 17 % des électeurs de M^{me} Pécresse citent Eric Zemmour et 14 % Marine Le Pen.

L'enjeu majeur se situe, pour la candidate LR, dans sa capacité à convaincre des électeurs actuels du président sortant davantage que des électeurs de M. Zemmour. D'autant que chez ce dernier 23 % seulement indiquent un second choix en faveur de M^{me} Pécresse... et 51 % en faveur de M^{me} Le Pen. Une équation difficile par conséquent, ce qui ne signifie pas impossible pour réduire l'écart du premier tour, à condition de ne pas se tromper sur les segments à convaincre. ■

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSO)

Que sont devenus les électeurs de François Hollande ?

Ceux qui ont voté pour l'ex-président en 2012 se rangent en majorité derrière Emmanuel Macron (36 %), mais 29 % d'entre eux sont indécis

Intentions de vote **en %** marges d'erreur*

Marge d'erreur de 1 point, soit des intentions de vote comprises entre 24 % et 26 %

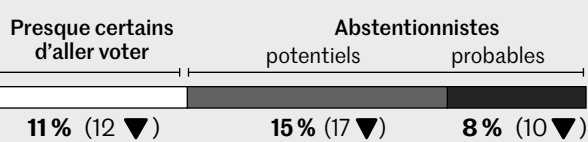
Emmanuel MACRON
LRM, MoDem
et Agir

25

24 26

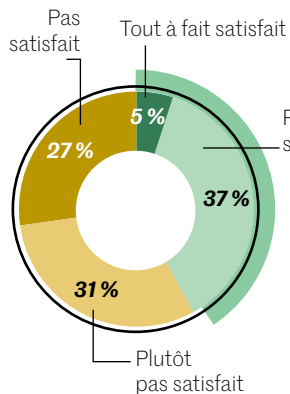
* Marge d'erreur comprise entre 0,2 et 1 point. Seules les marges d'erreur des candidats dont les intentions de vote sont supérieures ou égales à 3 % sont visuellement représentées.

▲ en hausse ▼ en baisse

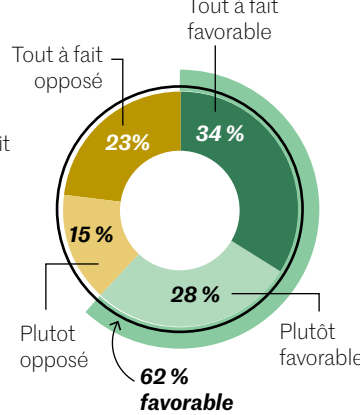


Infographie Le Monde

Etes-vous satisfait de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement ?



Etes-vous favorable ou opposé à la mise en place du passe vaccinal ?



(22 %). A droite, M. Macron profiterait d'un report de 45 % des électeurs de Valérie Pécresse. Marine Le Pen, elle, ferait le plein chez ceux qui ont été séduits par Eric Zemmour (80 % d'entre eux voteraient pour elle).

L'autre nouveauté de cette vague est la candidature de Christiane Taubira. Quand l'ex-garde des sceaux a décidé (tardivement) de se lancer dans la course présidentielle, on ne savait pas si elle allait susciter une dynamique autour d'elle, ou ajouter une division supplémentaire à une famille politique qui n'en manque pas. Au vu des résultats de l'enquête, c'est le deuxième scénario qui se produit.

L'ex-ministre est créditée de 5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,5 point). Elle ne parvient pas à créer un effet d'entraînement dans son sillage. Pire, elle prend à tous ses concurrents directs, affaiblissant l'ensemble de ce bloc de candidatures. Yannick Jadot, candidat écologiste, perd ainsi 1,5 point par rapport à décembre 2021 (7 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point) ; la socialiste Anne Hidalgo perd un point et se retrouve à 3,5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,4 point). Enfin, Jean-Luc Mélenchon est le moins touché : il retombe à 8 % des intentions de vote (soit moins 0,5 point, marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point).

Les électeurs de la gauche semblent déboussolés. Leur certitude de choix est faible : un peu plus de la moitié (54 %) de ceux tentés par Jean-Luc Mélenchon sont sûrs de leur décision ; 36 % des électeurs de M. Jadot sont certains de glisser un bulletin vert dans l'urne ; 30 % de ceux choisissant Anne Hidalgo sont décidés à le faire au premier tour. Un chiffre qui tombe à 27 % chez les partisans de Christiane Taubira. Une volatilité qui, comme l'abstention, contribue à faire planer une forte incertitude quant au scénario du 10 avril. ■

ABEL MESTRE

Le passe vaccinal convainc les Français

La quatrième vague de l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde* a été réalisée du 14 au 17 janvier, soit quelques jours avant les annonces du premier ministre, Jean Castex, sur l'assouplissement des mesures contre le Covid-19. D'une manière générale, 42 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites de la manière dont le gouvernement gère le dossier du Covid-19 » (- 7 points par rapport à décembre 2021). Ils sont 58 % à ne pas être satisfaits. En revanche, 62 % des sondés se déclarent « favorables » à la mise en place du passe vaccinal. 38 % sont opposés à cette mesure. La plupart des personnes en désaccord se trouvent parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (68 % d'opposition), Eric Zemmour (59 %) et Marine Le Pen (51 %).

JEAN-LUC MÉLENCHON AVAIT SÉDUIT PLUS DE 28 % DES « HOLLANDAIS 2012 » EN 2017. IL RECULE DE 21 POINTS À 7 %

qui recueilleraient chacun au minimum 4 % des voix. Deuxième hyperbole : la volatilité. Jadis, les trajectoires électorales étaient rectilignes – sauf exception, on reproduisait son vote pour un camp ou un parti. Durant cette décennie, c'est exactement l'inverse. Rarissimes sont les « hollandais 2012 » qui ont voté pour le même parti à chacune des élections. Troisième hyperbole : la droitisation. Les « hollandais 2012 » se positionnaient massivement à gauche en 2012 et ils étaient toujours 73 % à le faire en 2015. En 2017, ils étaient encore 65 %. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 58 %.

Janvier 2022 : il est possible de tirer cinq enseignements majeurs si on se concentre, dans cette vague du panel, sur les seules intentions de vote des « hollandais 2012 ». Premier enseignement : la résistance d'Emmanuel Macron, qui recueille 36 %. C'est certes un recul de 10 points par rapport à 2017, mais il distance, et de très loin, tous les autres candidats – alors

même que les Français en général et les électeurs de gauche en particulier le positionnent nettement plus à droite qu'il y a cinq ans. Deuxième enseignement : la remontée invisible de la gauche dite « de gouvernement ». Remontée, parce que le total des intentions de vote de Yannick Jadot, Anne Hidalgo et Christiane Taubira est, à 34 %, en progression de 21 points par rapport au score de Benoît Hamon – seul à occuper cet espace en 2017. Invisible, parce que chacun de ces trois candidats recueille peu ou prou le même score – en gros, un tiers d'un tiers...

Dispersion considérable

Troisième enseignement : l'affaiblissement de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat de La France insoumise avait séduit plus de 28 % des « hollandais 2012 » lors de l'élection de 2017. A quelques semaines du premier tour de la présidentielle de 2022, il recule de 21 points, à 7 % – ne devant le communiste Fabien Roussel que de 3 points. Quatrième enseignement : une petite partie a basculé vers la droite ou l'extrême droite, amplifiant le mouvement observé en 2017. Valérie Pécresse recueille 4,5 %, Marine Le Pen 6,5 % et Eric Zemmour 4 %. Dernier enseignement : le trouble est grand. Au-delà de ces données, il faut souligner que 29 % des « hollan-

dais 2012 » sont aujourd'hui dans l'incertitude, se repliant sur l'abstention ou ne sachant pas encore pour qui voter...

Et demain ? Les apparences portent à croire en une dispersion considérable. S'agissant de l'auto-positionnement idéologique (sur une échelle de 0 à 10, 0 signifiant très à gauche et 10 très à droite), 32 % des « hollandais 2012 » se positionnent sur la gauche classique (à 2 ou à 3) ; 21 % choisissent la gauche modérée (4) ; 20 % le centre (5) ; 16 % les droites (6 à 10). Et, s'agissant de la proximité partisane, on aboutit à un constat voisin : 25 % indiquent le Parti socialiste ; 25 %, aucun parti ; 18 % La République en marche (LRM) ; 9 %, Europe Écologie-Les Verts. En réalité, nous assistons à un début de reconfiguration. En effet, les « hollandais 2012 » qui réitérent leur vote en faveur d'Emmanuel Macron ont fait évoluer, en cohérence, leur auto-positionnement (74 % d'entre eux se positionnent sur les cases 4, 5 ou 6) et leur préférence partisane (65 % d'entre eux se déclarent proches de LRM ou du MoDem). C'est l'équation complexe que devra résoudre la gauche pour reconquérir le pouvoir : impossible de faire sans les « hollando-macronistes », pas facile de faire avec... ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN JAURÈS)

Les compétences et qualités qu'attendent les Français d'un leader politique

L'enquête Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde » détaille la perception du leadership

Dans l'imaginaire de l'élection présidentielle, le candidat ou la candidate doit démontrer un ensemble de qualités objectives (compétences, expérience...) et subjectives (image, prise de parole, écoute...) qui lui permettront de façonner une stature, une étoffe de président. Ces qualités participent à la construction d'un leadership politique, mais elles ne suffisent pas.

D'autres dimensions sont attendues, telles que le style d'exercice du pouvoir, la vision pour la société française ou encore l'esprit réformateur. La perception qu'ont les électeurs du leadership politique montre une grande variété d'attentes, et certains candidats semblent mieux y répondre que d'autres, selon la quatrième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès.

Commençons par un point sémantique. La notion de leadership, empruntée aux sciences de gestion, s'est progressivement imposée dans le champ politique. On dira d'un responsable politique qu'il a exercé un mandat en imposant son leadership. Ou encore que son leadership a emporté l'adhésion de ses adversaires. A vrai dire, il est davantage question ici de performance que de style de dirigeant. Les Français ont une perception moins abstraite des compétences réclamées d'un leader politique pour diriger la France. Ils mettent en avant plusieurs atouts qui correspondent à un certain savoir-faire. Quand les

répondants doivent donner leur premier choix, une hiérarchie très nette s'impose : d'abord, le leader doit savoir être proche des préoccupations des citoyens (27 %) ; ensuite, il doit rester fidèle au programme sur lequel il a été élu (20 %) ; enfin, il doit savoir dire clairement les choses, même si ça ne plaît pas à tout le monde (18 %).

De manière intéressante, l'électorat d'Emmanuel Macron se singularise par une moindre attente vis-à-vis de la capacité d'un leader à prendre en compte les demandes des citoyens (17 % contre 27 % en moyenne). L'électorat de ses adversaires est proche de la moyenne, puisque Valérie Pécresse recueille 24 %, Marine Le Pen 30 % et Eric Zemmour 23 %. Les candidats de gauche se démarquent dans le sens contraire, avec des scores de 35 % pour Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo et Yannick Jadot.

Savoir-être

Aussi, en plus des compétences, le leadership présidentiel fait appel à des qualités plus personnelles liées à une identité politique et un savoir-être. Ils sont 44 % à attendre d'un leader qu'il soit attentif à la réalité quotidienne des Français, 20 % à privilégier une personne qui porte une vision d'avenir pour réformer et changer la France et, enfin, 17 % à choisir une personne qui défend l'identité de la France et sa place dans le monde. En revanche, la bonne gestion de l'économie (11 %) et l'adaptation aux contraintes extérieures (5 %) ne sont pas jugées prioritaires par les répondants.

Parmi les qualités jugées les plus importantes, l'honnêteté (65 %) et l'écoute des autres (49 %) dominent

Là encore, ce qui frappe est la politisation de la perception de tels critères dans l'électorat français. Si le président sortant est celui qui dispose du capital symbolique le plus substantiel (57 % considèrent qu'Emmanuel Macron a l'étoffe d'un président contre 30 % pour Marine Le Pen, 25 % pour Valérie Pécresse et 20 % pour Eric Zemmour), son électorat se démarque en privilégiant toutes les qualités qui l'associent à un leadership de nature directive, selon une typologie donnée par le psychologue américain Daniel Goleman (*Primal Leadership*, Harvard Business Review Press, 2013).

C'est un leadership moins orienté sur l'empathie et la relation aux autres que sur la réalisation immédiate de projets. Ce type de leadership n'est pas sans rappeler la longue gestion de la crise sanitaire qui a permis à M. Macron de maintenir un niveau relativement élevé de satisfaction chez les Français. Imposer ce style de leadership durant la campagne présidentielle présente un avantage et un inconvénient. L'avantage est de réduire l'élection à un vote référendaire sur la gestion de la crise. L'incon-

véniement est d'offrir à ses adversaires une fenêtre d'opportunité sur des dimensions plus empathiques du leadership.

Esprit de décision

Enfin, le leadership présidentiel tient à un ensemble de facteurs plus épars. Parmi les qualités jugées les plus importantes qui comptent dans le choix du futur locataire de l'Élysée, les valeurs d'honnêteté (65 %) et d'écoute des autres (49 %) dominent largement un ensemble de qualités telles que l'esprit de décision (33 %), la détermination (29 %), l'intelligence (28 %) ou encore le courage (22 %).

Les électeurs d'Emmanuel Macron ne sont que 50 % à mettre en avant l'honnêteté contre 76 % pour les partisans de Jean-Luc Mélenchon. Ou encore seulement 29 % à promouvoir l'écoute des autres contre 61 % pour les soutiens de Christiane Taubira et 68 % chez ceux de M. Mélenchon. En revanche, l'esprit de décision se situe à 14 points de plus (7 %) que la moyenne pour les partisans de M. Macron.

Si la victoire à une élection présidentielle ne reposait que sur une forme particulière de leadership, cela fait longtemps que des stratèges en communication auraient façonné un idéal-type sur mesure. La place du leadership politique a le mérite de révéler le style de dirigeant souhaité sans pour autant inférer que ce même style restera immuable face aux épreuves d'un mandat. ■

MARTIAL FOUCAULT
(PROFESSEUR À SCIENCES PO
ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)